

Les mots « *agency* » (capacité, ou puissance d'agir) et « *empowerment* » (encapacitation, ou empuancement) sont-ils des *buzz words* savants, des mots à la mode dont viendraient se parer des disciplines universitaires en mal d'innovation, des concepts chics qui viendraient agrémenter des discours sans cela creux ou banals, ou, pire, homogènes à l'idéologie néolibérale qui se présente comme une politique d'*empowerment* et prétend faire de chaque individu « l'entrepreneur de soi-même » – ou permettent-ils de nommer un ensemble de *problèmes* fondamentaux qui se posent aux sciences sociales et aux politiques d'émancipation aujourd'hui ?

Par **JÉRÔME VIDAL***.

Jérôme Vidal est éditeur (Éditions Amsterdam), membre du comité de rédaction de la revue *Mouvements* et directeur de publication de la *RdL*.

Un certain nombre
de transformations dans
la fabrique de nos sociétés,
ainsi que l'entrée en crise
du mouvement ouvrier,
ont imposé avec
une évidence nouvelle
la question de l'*agency*.

1. La centralité du mot *agency* dans les sciences sociales est une relative nouveauté. Raymond Williams, l'un des fondateurs des *cultural studies*, un des champs de recherche qui ont le plus contribué à l'émergence des questions que le terme subsume, ne le mentionne pas dans son célèbre *Keywords* de 1976. L'emploi du mot *agency* a considérablement augmenté depuis les années 1980 chez des auteurs et dans des champs de recherche variés, d'abord dans le monde anglophone, puis dans le monde francophone.

La question de l'*agency* n'est pourtant pas nouvelle. Elle est au cœur du système de Spinoza (1632-1677), qui est tout entier l'expression d'une pensée de la *potentia agendi*, ou puissance d'agir, des individus et des collectifs humains et non-humains. Chez lui, déjà, le problème est indissociablement scientifique (et renvoie à notre connaissance des déterminismes) et politique (et renvoie à la question de l'émancipation et de la liberté). La question a aussi une place centrale dans la tradition pragmatiste, notamment chez William James (1848-1910). On se reportera par exemple à *La Volonté de croire* de ce dernier, qui analyse le désir, la croyance et la confiance en tant que conditions du déploiement de notre puissance d'agir. Plus près de nous, des auteurs comme Pierre Bourdieu, Gilles Deleuze et Michel Foucault peuvent être considérés comme des penseurs de l'*agency* – tous entretiennent d'ailleurs un lien fort à la pensée de Spinoza.

La nouveauté de la question de l'*agency* ne réside donc pas dans la question elle-même, mais dans sa nomination. Nous avons éprouvé le besoin de désigner d'un terme unique un ensemble de problématiques particulières, chez différents auteurs, pour marquer l'existence d'un questionnement sous-jacent commun. Comment comprendre ce besoin ? Sans doute un certain nombre de transformations dans la fabrique de nos sociétés, ainsi que l'entrée en crise du mouvement ouvrier, ont imposé cette question avec une évidence nouvelle.

2. Incontestablement, certains des promoteurs exaltés du mot *agency* ont tendance à voir de l'*agency* partout et à louer la puissance d'agir et

d'invention qui permettrait aux dominés et aux subalternes, à travers chacun de leurs actes, de défaire la domination et de se faire un monde conforme à leur désir – au risque de nier la réalité des rapports de domination. Mais les formulations les plus fortes de la question de l'*agency* cherchent au contraire à éviter d'opposer *agency* et structures – tout en critiquant la tenace tradition misérabiliste en sciences sociales qui veut que les « dominés » ne pensent et n'agissent pas, qu'ils soient voués à la passivité et à la soumission.

Il s'agit d'éviter plusieurs antinomies – notamment entre perspectives « micro » et « macro », individualisme et « holisme », autonomie et socialisation – pour saisir la *coproduction* des structures sociales et de l'*agency*. *La Constitution de la société. Éléments de la théorie de la structuration* (1984) d'Anthony Giddens, un des textes canoniques sur le sujet, représente un cas paradigmatique de cet effort. Selon Giddens, nos actions sont rendues possibles et sont fortement conditionnées par les structures sociales produites et reproduites par nos actions, et, dans certaines circonstances, nos actions peuvent s'écarter des normes établies et entraîner la transformation des structures sociales. L'affirmation de Judith Butler, dans *Trouble dans le genre* (1990), selon laquelle les normes sociales ne subsistent pas par elles-mêmes, mais doivent constamment être « performées », introduisant ainsi la possibilité d'un décalage transformateur entre la norme et sa répétition, est dans la droite ligne de cette approche. Bien qu'il insiste plus volontiers sur la capacité des structures à se reproduire, on trouve aussi, dispersées à travers l'œuvre de Pierre Bourdieu, des réflexions similaires sur la discordance entre les *habitus* et les situations dans lesquelles interviennent les individus. Mais l'intérêt des pensées de l'*agency* n'est pas d'apporter une belle et simple solution théorique à des contradictions jugées factices. La chose est entendue : les formulations les plus « dures » de l'individualisme méthodologique, aussi bien que des approches structuralistes et holistes, ne tiennent pas la route. L'intérêt des pensées de l'*agency* est plutôt de permettre de mieux poser certains *problèmes*, de mieux en prendre la mesure.

3. Nous ne pourrions pas ici rendre compte de toute la richesse des travaux et des recherches qui, dans des domaines variés, tournent autour de la question de l'*agency*. Nous nous concentrerons sur le problème de l'articulation de la question de l'*agency* et de la lutte des classes dans le monde contemporain¹.

Si *agency* et structures ne sont pas dans un rapport d'exclusion réciproque, si notre *agency* ne précède pas les normes et les structures sociales, mais est largement « formatée » par elles, alors notre *agency*, ces structures et ces normes, et notre rapport à elles, ne peuvent qu'être profondément ambivalents. C'est ce qu'illustre l'histoire du mouvement ouvrier. Son développement, relativement autonome au départ, à distance des institutions étatiques, a contribué à transformer l'État et la société, et lui a permis de constituer la classe ouvrière en tant que telle, à travers son institutionnalisation et son intégration à l'État national/social. Cette intégration a été la marque de la puissance sociale de la classe ouvrière, mais aussi de sa « domestication », autrement dit d'une augmentation de sa puissance d'agir et, simultanément, de sa limitation. Du point de vue d'une politique d'émancipation, l'on peut donc voir dans le compromis social-démocrate des « Trente Glorieuses » l'apogée durable du pouvoir ouvrier (perspective « travailliste », ou social-démocrate) ou, au contraire, sa neutralisation (perspective « autonome »). À l'heure de la revanche du Capital et du démantèlement de l'État social, cette ambivalence soulève des questions d'une complexité redoutable. Alors que sont peu à peu défaits les institutions qui assuraient au mouvement ouvrier sa puissance d'agir, comment la reconstituer, comment résister ? Faut-il tenter d'inverser les rapports de force pour défendre un *statu quo* improbable tant le travail de sape de la révolution néolibérale est avancé ? Faut-il rêver d'une autonomie retrouvée, qui lui permettrait de reconquérir sa puissance transformatrice ? Ne serait-ce pas là faire un saut dans le vide, sans aucune garantie ?

4. Ce n'est pas par hasard que nous évoquons ici l'histoire du mouvement ouvrier et de la lutte des classes. Si le marxisme est souvent présenté comme « holiste », cette appréciation mérite d'être reçue avec circonspection. La question de l'*agency* a toujours été une dimension centrale de la lutte des classes. Du point de vue du Capital et de ses incarnations en la personne de tel ou tel patron, il s'est toujours agi de brider, mais aussi de stimuler en l'orientant selon leurs fins particulières (l'augmentation et l'extraction de la plus-value), l'*agency* des travailleurs – c'est là l'enjeu fondamental du processus toujours recommencé de mise au travail des individus et des sociétés dans le monde capitaliste. Du point de vue des travailleurs, la lutte des classes a toujours consisté à préserver ou reconquérir une *agency* autonome, soustraite autant que faire se

peut à son enrôlement forcé dans les rapports de production capitalistes.

Mais la question de l'*agency* dans la lutte des classes se pose aujourd'hui avec une acuité particulière. Si la « révolution » néolibérale prétend accomplir la nécessité (« *Nous n'avons pas d'autre choix que de nous soumettre aux contraintes de la mondialisation* »), elle se présente aussi comme une politique d'*empowerment* : elle affirme vouloir nous libérer de notre condition de « dépendants » et d'« assistés » de l'État social pour faire de nous des individus autonomes et créatifs, soucieux de faire fructifier leur « capital » humain. Comme l'a formulé avec force Frédéric Lordon dans son *Capitalisme, désir et servitude. Marx et Spinoza*, elle voudrait ajouter au bâton (la menace de la pauvreté et le recours à la force) et à la carotte (les joies de la consommation) non plus une « motivation » extérieure, mais intérieure : l'enrôlement dans les entreprises capitalistes deviendrait l'occasion d'une activité en soi épanouissante ! Nous comprenons mieux dès lors pourquoi des penseurs de l'*agency*, comme Anthony Giddens, ont pu devenir des hérauts du néolibéralisme, et pourquoi les idéologues néolibéraux ont cherché à détourner et à mobiliser les analyses de certains autres (Foucault).

Quoi qu'il en soit, la révolution néolibérale doit plutôt être décrite comme une vaste fabrique de l'impuissance individuelle et collective, qui partout multiplie incertitude, précarité et pauvreté, et qui, combinée aux « crises » financières et écologiques, et à l'incapacité des États à y apporter des réponses adéquates, engendre un sentiment d'insécurité toujours plus vif.

5. C'est dans ce contexte que des expérimentations politiques (comme le mouvement des *transition towns* qui préparent localement l'après-pétrole) et de nouvelles pensées critiques (comme la décroissance) que l'on pourrait dire illichiennes – d'après Ivan Illich, l'auteur de *La Convivialité* (1973) – se multiplient. Il s'agit de surmonter notre sentiment d'impuissance face aux problèmes globaux et à la démission des États, mais aussi notre dépendance à l'égard de la technologie et des institutions de la société administrée et industrielle, et d'inventer des réponses concrètes, à travers lesquelles éprouver notre capacité à transformer notre monde tout en « changeant la vie ». Quelles que soient les réserves que ces initiatives peuvent susciter, nous croyons qu'une évaluation politique de la situation contemporaine dans la perspective d'une politique de l'émancipation, donc de l'*agency*, devra croiser une analyse des termes actuels de la lutte des classes, reconfigurés par le néolibéralisme, une critique renouvelée de l'État et de la médiation politique, dont les conditions ont pareillement été transformés, et les questions illichiennes que nous venons d'évoquer. ■

Du point de vue du Capital et de ses incarnations en la personne de tel ou tel patron, il s'est toujours agi de brider, mais aussi de susciter en l'orientant selon leurs fins particulières, l'agency des travailleurs.

NOTES

■ 1. Signalons toutefois les analyses développées par Lila Abu-Lughod, dans *Sentiments voilés* (2000), et Saba Mahmood, dans *Politique de la piété. Le féminisme à l'épreuve du renouveau islamique* (2005). Ces deux auteures ont souligné le caractère situé de nos conceptions de l'*agency*, toujours liées à une représentation de l'émancipation individuelle propre à l'histoire des sociétés occidentales. Pour elles, ces représentations constituent un obstacle épistémologique à la perception de l'*agency* des personnes situées dans d'autres contextes culturels, et elles empêchent de comprendre la valeur pour ces personnes des attachements (à telle ou telle croyance, à telle ou telle pratique) qui soutiennent leur *agency*. Ce que notre conception de l'émancipation peut nous conduire à percevoir comme « illusoire » ou « arriéré », expression d'une forme de vie aliénée et dominée, pourrait bien être (aussi) une ressource dans laquelle puise l'*agency* des personnes concernées et visées par cette disqualification. Il ne s'agit pas pour Lila Abu-Lughod ou Saba Mahmood de défendre une position culturaliste ou relativiste radicale, mais bien plutôt d'en appeler à la prudence dans l'appréciation des formes de vie, des croyances et des attachements différents des nôtres, prudence toute pragmatique, ancrée dans une sensibilité à la dimension constitutivement ambivalente de l'*agency*. Du point de vue ethnographique aussi bien que du point de vue politique, cette prudence méthodologique résonne comme un appel à *aller y voir de plus près*.